

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/13/emissions-de-carbone-les-multinationales-n-ont-pas-fait-la-moitie-du-chemin-pour-2030_6161577_3234.html

Empreinte carbone : les multinationales n'ont pas fait la moitié du chemin pour 2030

Deux groupes de réflexion ont étudié vingt-quatre entreprises mondiales de l'industrie, des services et du commerce pour établir un palmarès de leurs stratégies de réduction des émissions de CO₂.

Par [Jean-Michel Bezat](#)

Publié le 13 février 2023

Les actes des multinationales ne sont pas à la hauteur des plans qu'elles annoncent pour réduire leur empreinte carbone et apparaître plus « vertes ». Telle est la conclusion du rapport « Corporate Climate Responsibility Monitor 2023 », publié lundi 13 février par les groupes de réflexion NewClimate Institute et Carbon Market Watch. « *Les stratégies climatiques de vingt-quatre des plus grands "leaders du climat" sont totalement insuffisantes et entachées d'ambiguïté* », notent ses auteurs.

De plus, leurs promesses de « zéro carbone net » à long terme détournent l'attention d'un inquiétant retard. En effet, explique le rapport, « *leurs engagements pour 2030 représentent moins de la moitié de ce qui est nécessaire pour rester au-dessous [du seuil] de 1,5 °C de réchauffement* » fixé par l'accord de Paris de 2015, objectif désormais hors d'atteinte. Aucune des entreprises étudiées n'échappe aux critiques, même si Maersk domine pour son « *intégrité* » et sa « *transparence* ».

L'armateur danois, qui déploie un ambitieux programme de carburants propres pour ses porte-conteneurs, est suivi par Apple, ArcelorMittal (acier), Google, H&M, Holcim (ciment), Microsoft, Stellantis (PSA-Fiat-Chrysler, automobile) et Thyssenkrupp (acier). En bas de classement figurent la compagnie aérienne American Airlines, Carrefour, JBS (agroalimentaire) et Samsung Electronics. Cet échantillon pèse 10 % du chiffre d'affaires des 500 plus grands groupes mondiaux, et ceux qui le composent s'affichent comme des leaders de la neutralité carbone, alors que « *la plupart ne représentent pas un exemple de leadership de bonne pratique* ».

Pratiques jugées trompeuses

De plus, pour pouvoir affirmer qu'elles ont respecté leurs engagements, ces entreprises prévoient de compenser entre 23 % et 45 % leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) plutôt que de les réduire. Ces mécanismes, consistant, par exemple, à planter des arbres ou à stocker le CO₂ émis, représentent « *un écueil majeur pour la crédibilité de leurs stratégies climat* », prévient le rapport, qui s'alarme d'une dérive de telles pratiques, pourtant bien acceptées par les organes de certification. Elles trompent consommateurs et investisseurs, prévient-il, et exposent les entreprises à des poursuites et à un risque réputationnel.

Qu'en est-il de Carrefour et de Stellantis, les seuls français de l'échantillon étudié ? Ils émettent autant de CO₂ (137 millions de tonnes) l'un que l'autre, mais figurent aux deux extrémités du spectre. Le géant français de la distribution est parmi les plus mal notés. Le premier responsable en

est sa chaîne d’approvisionnement en produits et en emballages, les émissions indirectes de GES (« scope 3 ») représentant la quasi-totalité de ses rejets.

Mais les auteurs soulignent aussi que « *leur divulgation continue et incohérente ne facilite pas une bonne compréhension* ». Les objectifs et les mesures de l’enseigne « *semblent exclure plus de 80 % de ses sites* ». « *Moins de 11 % des 5 799 magasins en France, et moins de 20 % de ses 13 894 magasins dans le monde* », sont concernés par ces objectifs.

De plus, « *les engagements concrets restent ambigus* », notamment sa volonté de réduire les GES en amont, chez ses fournisseurs (agroalimentaire, biens manufacturés). Les auteurs de l’étude en déduisent qu’avec ce périmètre restreint, l’objectif du groupe d’Alexandre Bompard – la neutralité carbone en 2040 – ne se traduira que par une baisse de 1 % de ses émissions totales par rapport à 2019.

« Intégrité modérée »

A l’inverse, Stellantis est l’un des mieux notés du panel. Quelque 85 % de ses émissions de GES viennent de l’utilisation de ses véhicules. Le constructeur automobile aura donc plus de facilité à décarboner en montant rapidement en puissance dans la production de véhicules électriques. L’objectif de son PDG, Carlos Tavares, est d’être « net zéro carbone » dès 2038, tout en limitant à 10 % la part de la compensation carbone, notamment dans des pays comme le Brésil ou l’Inde, où le groupe continuera de vendre des voitures à moteur thermique.

S’il atteint son objectif de 2030 (100 % de voitures électriques vendues en Europe et 50 % aux Etats-Unis), le thermique restera en effet très présent, une des raisons pour lesquelles Stellantis est crédité d’une « *intégrité modérée* ». Le groupe a pris, selon le rapport, « *des positions mitigées et contradictoires dans ses efforts de lobbying politique, soutenant et s’opposant à la fois le renforcement de l’action climatique* ».

Ainsi a-t-il sous-estimé les émissions sur le cycle de vie de certains véhicules, et refusé de signer l’engagement pris par certains de ses concurrents de ne produire que de l’électrique en 2035. Il s’est aussi montré elliptique sur la manière dont il veut produire 50 % d’énergies renouvelables en 2025. M. Tavares reste l’un des patrons du secteur les plus critiques sur le rythme très soutenu de transition du parc automobile imposé par Bruxelles.

Jean-Michel Bezat